

Eric LUCAS

Autiste à haut potentiel altruiste

Défenseur international des autistes - Expert en autisme

Fondateur de AutisticAlliance.org, Autistan.org, et WNLDO.org

Rescapé de la psychiatrie française

Supplicié administratif français depuis 1994

Demandeur d'asile au Brésil depuis 2017

ericlucas.org



20170724_EL—PR
_Nouvelle-demande
-écoeurée-mais-polie
-d-interlocuteurs
-d-assistance
-et-de-fin-de-supplice
-à-l-Etat-français

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Elysée

55, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS - France

emmanuel.macron@elysee.fr

Rio de Janeiro, le 24 juillet 2017

Monsieur le Président de la République

24 juillet 2017 : 15 ans et 1 mois de Supplice Administratif Français :

- 1- L'INJUSTICE DANS LA PRISE EN COMPTE ADMINISTRATIVE DES SITUATIONS HUMAINES, AVEC UNE DISCRIMINATION SELON LE GENRE ET LA NATIONALITE**
Injustice et discrimination avérées dans le droit au séjour en France de mon ami-soutien-de-vie non-français ;
- 2- LE SUPPLICE DE L'INTERMINABLETE DE L'ATTENTE SANS JAMAIS AUCUN DELAI CLAIR, ET LE 'SUPPLICE DE TANTALE' DES QUELQUES RARES FAIBLES ESPOIRS PRESQUE TOUJOURS DECUS**
Attente interminable et sans personne qui sache pour combien de temps (*apparemment : à vie*) ;
- 3- L'INHUMANITE ET L'ABSENCE DE DISCERNEMENT ET DE REALISME DE L'ADMINISTRATION FRANCAISE**
Traitement odieux par l'administration française (*à part de trop rares exceptions*), incapable de compréhension humaine, de vision globale, et d'adaptation réaliste ;
- 4- SE VOIR REDUIT A ETRE LE JOUET ET LA VICTIME DE L'IMAGINATION, DES CROYANCES OU DE LA FANTAISIE DES FONCTIONNAIRES**
Obligation d'être suspendus à l'arbitraire, au discrétionnaire, au bon vouloir ou à la mauvaise grâce, aux craintes irrationnelles (*parfois stupides*) voire à la petitesse des fonctionnaires, capables de "statuer" entre tout et son contraire (*refus cinglant ou acceptation juste, ou sinon, silence méprisant et/ou coupable*) pour une même situation, avec la même prétention ou illusion de faire les choses correctement ;

- 5- LE TERRORISME ADMINISTRATIF DE L'ETAT FRANCAIS A L'ENDROIT DES "INADAPTES"**
Assujettissement constant à la crainte "d'agacer" des fonctionnaires tranquillement drapés dans leur sentiment d'infailibilité et aveuglés par leur illusion de bien servir un Etat dont ils prennent plaisir à utiliser les rouages administratifs, aussi puissants qu'inhumains, lorsque cela conforte leur ego → Terrorisme Administratif, Terrorisme d'Etat ;
- 6- LE MAINTIEN D'UNE SOUFFRANCE PSYCHIQUE RESULTANT DIRECTEMENT DES DYSFONCTIONNEMENTS ETATIQUES**
Souffrance morale et mentale indescriptibles générées par toutes ces injustices, ces sévices (*dont les liens et les mécanismes sont lumineux pour moi en raison de mes qualités autistiques*), sans parler de la souffrance désespérante de ne pas parvenir à faire comprendre toutes ces évidences à des gens blottis dans leur schémas mentaux limités et leur conformisme généralement dénué de tout courage ;
- 7- L'ABSENCE D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE, SOCIALE, PSYCHOLOGIQUE ETC. POUR DIMINUER LA SOUFFRANCE MENTALE IMPOSEE (ET CONNUE)**
Aucune assistance par l'Etat, notamment pour les souffrances, les crises et tous les dommages collatéraux nés du blocage immonde relatif au calvaire du droit au séjour ;
- 8- LE REFUS D'ABORDER LE DROIT AU MEILLEUR ETAT DE SANTE MENTALE PREVU PAR L'ONU**
Jamais aucune réponse ; silence radio absolu quant à mes questions relatives à l'obligation de l'Etat français de garantir "le meilleur état de santé mentale" à la population (cf. ONU), ce qui devrait déjà commencer par des efforts pour moins martyriser les "administrés" quand le supplice public imposé est tout à fait manifeste, y-compris au vu d'une grève de la faim personnelle de 2 semaines n'ayant donné aucun résultat palpable, comme toujours ;
Est-ce que la seule solution pour sortir du supplice étatique français est la mort des suppliciés (anticipée ou non), ou bien y a-t-il quelqu'un chez vous ayant au moins un yoctogramme (10⁻²⁴) de discernement, d'humanité et de pouvoir dans votre système prétendument juste et supposément infailible ??
- 9- L'ABSENCE D'INTERLOCUTEUR ETATIQUE**
Aucun interlocuteur étatique, y-compris pour mes très nombreux rappels de demande d'interlocuteur(s), même avec une grève de la faim effectuée principalement dans ce but ;
- 10- L'ABSENCE DE PRISE EN COMPTE CORRECTE DE L'AUTISME PAR L'ADMINISTRATION FRANCAISE**
Aucune prise en compte de l'autisme dans ce dossier (*comme dans la plupart des situations des autistes dans ce pays*), en dépit de mes explications argumentées et en dépit de l'obligation faite à l'Etat de prendre en compte mes besoins et difficultés spécifiques (*comme par exemple les souffrances dues à ma grande lucidité, mon intolérance "pathologique" à l'injustice, et toutes les autres raisons que j'ai déjà expliquées, notamment celles relatives à l'importance de la situation de mon ami-soutien-de-vie pour moi en tant qu'autiste*) ;

N.B. : le calvaire personnel évoqué dans cette lettre peut facilement être transposé à la plupart des situations des autres autistes en France : le contexte et la nature des sévices sont autres, mais les « principes administratifs » sont exactement les mêmes que ceux que je dénonce ici.

- 11- LE MEPRIS ETATIQUE FRANCAIS POUR LES PLUS FAIBLES**
Mépris étatique général de l'autisme, du handicap, des minorités, et de tout ce qui dérange le confort des majoritaires, le tout au prétexte fallacieux d'une "sécurité" systématiquement invoquée pour écraser les faibles ;

Peut-être dans l'espoir de conjurer l'incapacité de nous protéger des malfaisants véritables (les terroristes non officiels) qui se jouent de cet Etat et le ridiculisent ? Quelle sinistre, révoltante et misérable bassesse...

12- LA TROMPERIE ETATIQUE NOMMEE "DEFENSEUR DES DROITS"

Avec, en prime (*comme si ça n'était pas suffisant*), l'aggravation de la souffrance mentale par les services du "Défenseur des Droits", ombudsman français censé défendre les droits des citoyens, mais qui ne fait quasiment rien pour environ 1 million de personnes en France (*les autistes avec leurs familles*) dont les droits ne sont évidemment pas respectés (*ce que confirment -et fustigent- TOUS les rapports de l'ONU et du Conseil de l'Europe etc.*).

*Ombudsman dont les services se bornent à me confirmer qu'il y a bien une injustice évidente dans le traitement relatif au titre de séjour de mon ami, mais qui ne fait RIEN pour y mettre fin, et qui refuse même de dialoguer, en utilisant (comme d'habitude et comme sans doute enseigné à l'ENA) des artifices de forme (subitement, la demande doit être faite par mon ami et non plus par moi), ce qui relève plutôt du registre -malheureusement classique en France- du "crime de lèse-fonctionnaire" dont s'estiment victimes les bureaucrates ennuyés par mes crises de nerfs et d'exaspération et de colère LEGITIMES au bout de 15 ans de ce "mauvais traitement" (euphémisme), et préférant, encore une fois, faire passer la satisfaction de leur ego avant le service public qu'ils prétendent défendre, en refusant de voir la réalité des sévices engendrés, pour ne pas être mal à l'aise. **Pardon d'oser me plaindre des supplices engendrés par toute cette impéritie et cette lâcheté passivité, pardon de réclamer constamment la cessation de cette 'torture' !***

13- LE MUTISME ADMINISTRATIF FRANCAIS

Et bien sûr, pour couronner le tout : le problème insurmontable (et fort opportun) du Mutisme Administratif français :

13a- Le **Mutisme Administratif français** qui empêche tout dialogue permettant de comprendre -ou au moins de croire- mes explications et arguments, ce qui est évidemment la condition de base pour régler peu à peu les problèmes, puisque l'administration ne donnera jamais satisfaction à des demandes qu'elle ne comprend pas (*et vu le peu d'efforts faits par celle-ci en ce sens, on réalise mieux mieux pourquoi cet infect calvaire est interminable*) ;

13b- Le **Mutisme Administratif français** qui interdit même aux destinataires (*que je dois choisir "par défaut"*) de me dire qu'ils ne comprennent pas ou ne croient pas, ou qu'ils sont incompetents, ou qu'ils ne sont pas les bons destinataires, ou même de me conseiller où m'adresser, me condamnant ainsi -A VIE- à devoir tenter de DEVINER comment m'y prendre, qui contacter etc., et à perdre la moitié de mon existence dans de vains efforts de communication, presque tous ignorés (*et après, on vient nous dire que les autistes ne communiquent pas... sans doute que je m'y prends mal, soit, mais moi au moins, j'essaie...*) ;

13c- Le **Mutisme Administratif français** qui semble dû :

- à la crainte de devoir reconnaître la validité de mes arguments et donc d'admettre les torts de l'Etat ;

- parfois, et trop souvent, aux vexations de fonctionnaires que je ne connais même pas, qui sont incapables de comprendre l'affaire, mais qui sont tout de même capables de faire passer leur ego avant leur devoir, et de s'estimer suffisamment offensés pour refuser, rejeter, sévir ou ignorer, sans aucune considération ni compassion pour les années de souffrances nées de leur comportement égoïste, bête inintelligent, et moralement et aux antipodes de la déontologie et de la droiture dont ils se réclament pourtant (*ce qui peut tromper la plupart des gens, mais pas moi*) ;

- de manière générale, au mépris et à la défiance, de la part des gens "normaux", pour tout ce qui n'est pas "normal" (*la "normalité" étant une condition indispensable pour être fonctionnaire*), ainsi qu'à toute l'incurie et à toutes les limitations administratives en découlant etc. etc. ;

13d- Le **Mutisme Administratif français** qui, par-dessus le marché (*et dans un esprit de "toujours pire" et de "fuite en avant"*), daigne parfois émettre quelques réponses ~~en langue de bois~~ xyloglottiques, hypocrites et non-pertinentes, ce qui est très facile à prouver et ce que montre même de manière accablante la vacuité pathétique et insupportable de la réponse écrite de l'Etat français au Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU à Genève, fin 2015 (*voir mon analyse de cette réponse*).

Voilà donc treize aspects des sévices publics dont l'administration française a bien voulu nous faire bénéficier en quinze ans et un mois de calvaire détestable, incroyable et vomitif, sans daigner prendre en compte mes CENTAINES de lettres, de courriels, d'appels au secours, de 'bouteilles à la mer', de suppliques sur tous les tons, de cris, etc.

Ecraser ainsi les faibles, les innocents, les handicapés, c'est donc tout ce que sait faire l'Etat français ?

Cet Etat qui répond presque toujours « *On ne peut pas vous aider, bla bla bla...* » aux faibles et aux opprimés en France, mais qui par contre est toujours vaillant et 'pas incapable' pour aller fanfaronner hors de nos frontières, en agitant orgueilleusement l'étendard des "Droits de l'Homme", de la "Liberté, Egalité, Fraternité", pour tenter d'impressionner le monde entier (*y compris les Français "normaux"*) afin de cacher la noirceur de la réalité française, comme par exemple le fait d'imposer 15 ans de cauchemar administratif injuste, idiot, interminable et inutile à un handicapé et à son ami, qui n'en demandait pas tant, qui a vu la moitié de sa vie pourrie par tout cela, et qui est maintenant devenu à moitié fou... Merci, vraiment...

Sans parler de toutes les infamies nauséabondes, souvent bien pires, imposées aux autres autistes et à leurs familles !

Tout cela pendant que les « confortabilistes » (*la majorité à favoriser, gérant le système*) se prélassent tout en geignant mollement à propos du temps qu'il fait...

Et en plus, on voudrait que je sois poli et que je respecte une telle ignominie ??

Comme toujours, j'aimerais bien obtenir des réponses, des réactions, **un vague signe de moindre humanité...**

J'en ai besoin, et j'y ai droit. Pardon d'avoir l'impudence d'insister sempiternellement.

Même avec toute **l'incapacité et le handicap étatiques français PATENTS** en matière d'humanité, de discernement et de réalisme, **il doit tout de même bien y avoir au moins UNE personne sensée (et capable...)** dans tout ce système ignoble et absurde.

Désolé d'être TRES irrité, épuisé, désagréable etc., depuis tant d'années.

Vraiment navré, **pardon de ne pas pouvoir souffrir en silence** ou sans chercher une issue à ce cauchemar.

Je vous prie de croire, comme d'habitude, Monsieur le Président de la République, à la respectueuse assurance de l'indicibilité du désespoir, du dégoût, de l'irritation et de la souffrance résultant de la "parfaite considération" de l'hydre administratif français pour ses citoyens les plus sensibles et les plus humains, avec votre bénédiction inconsciente ou votre refus (ou incapacité) de mettre en œuvre d'urgence les mesures qui s'imposent (*et qui crèvent les yeux de n'importe quel humain réaliste*).

Vive la France.

Si quelqu'un a lu jusque-là : navré de vous avoir dérangé ou 'agacé', tout là-haut sur votre nuage tranquille. J'aimerais avoir la sérénité nécessaire pour espérer que vous passez de bonnes vacances.

Eric LUCAS

(signature non publiée)